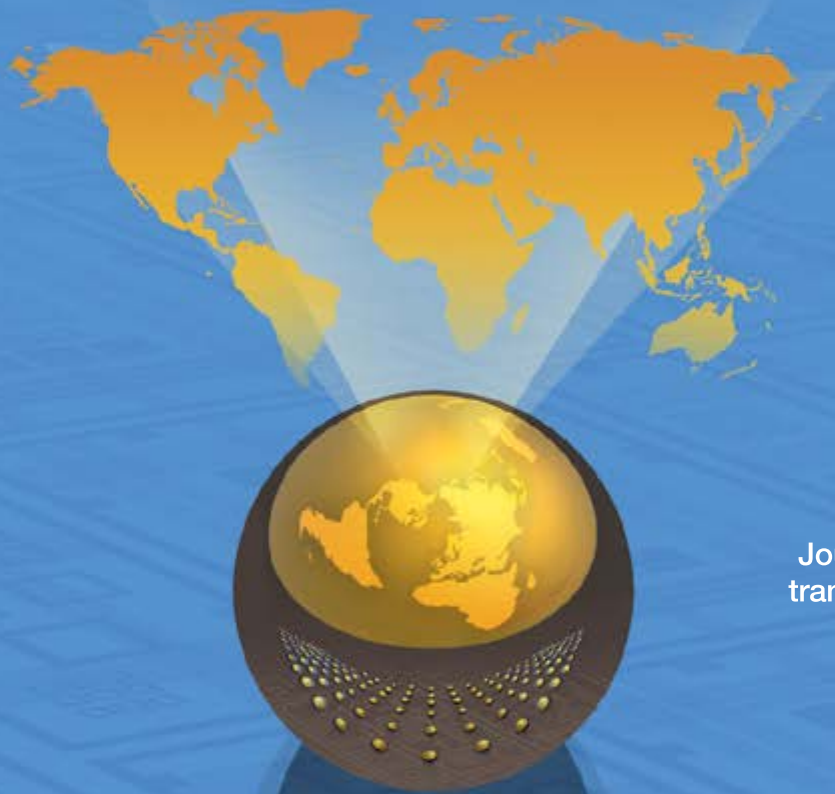




Forum mondial sur les transferts d'argent, l'investissement et le développement 2017

RECOMMANDATIONS



Célébrer la



Journée internationale des transferts d'argent familiaux
16 JUIN

Siège des Nations Unies à New York
15-16 juin 2017

En collaboration avec



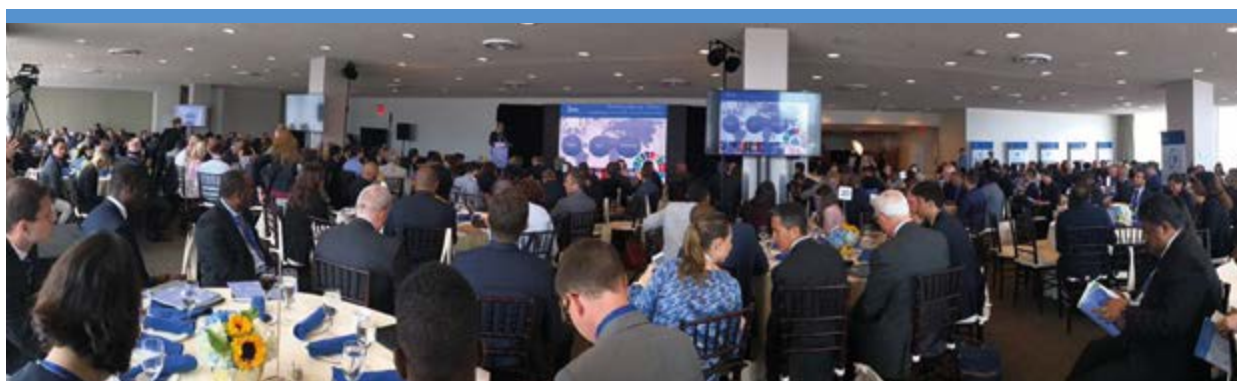
www.ifad.org/GFRID 2017



Forum mondial sur les transferts d'argent, l'investissement et le développement 2017

Les 15 et 16 juin 2017, à l'occasion de la **Journée internationale des transferts d'argent familiaux**,¹ plus de 350 acteurs des secteurs public et privé se sont réunis au Siège des Nations Unies, à New York, pour participer à la cinquième édition du **Forum mondial sur les transferts d'argent, l'investissement et le développement (GFRID 2017)**.² Les participants ont eu l'occasion de débattre des défis et opportunités liés au marché des transferts d'argent, de présenter des approches innovantes et plusieurs modèles d'affaires éprouvés, en centrant leurs discussions sur le rôle des transferts d'argent et des investissements réalisés par les migrants dans la réalisation des **Objectifs de développement durable (ODD)**³ à l'horizon 2030.

Les conclusions et les recommandations du GFRID 2017 apportent une contribution importante aux négociations en vue de l'adoption du **Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières**⁴ en 2018. Le Pacte mondial sur les migrations a été créé par la **Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants**⁵, approuvée le 19 septembre 2016 par tous les États membres de l'Organisation des Nations Unies suite à la réunion de haut niveau sur la gestion des déplacements massifs de réfugiés et de migrants. Le Pacte mondial sera le premier accord négocié au niveau intergouvernemental ayant pour objectif de traiter de façon globale et complète tous les aspects des migrations internationales. Il offre une occasion non négligeable d'améliorer la gouvernance en matière de migration, de relever les défis associés aux migrations actuelles et de renforcer la contribution des migrants et des migrations au développement durable.



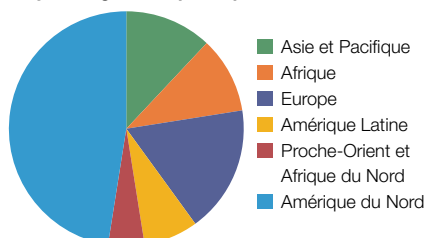
Forum mondial sur les transferts d'argent (GFRID 2017), l'investissement et le développement
Journée consacrée au secteur privé, restaurant des délégués, Siège des Nations Unies – 15 juin

Statistiques du Forum

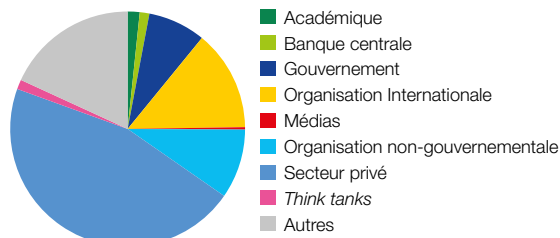
350 participants

60 pays
53 ponentes
11 orateurs
18 sessions
27 exposants

Pays d'origine des participants



Secteurs



1 <http://www.un.org/fr/events/family-remittances-day>

2 www.ifad.org/gfrid2017 (en anglais)

3 <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable>

4 <http://refugeesmigrants.un.org/migration-compact> (en anglais)

5 <https://refugeesmigrants.un.org/fr/d%C3%A9claration-de-new-york>

Recommandations

Des **recommandations** ont été élaborées suite aux contributions apportées par les intervenants et les plus de 350 participants au Forum. Ces recommandations sont présentées dans leur version préliminaire à l'annexe I et seront communiquées courant juillet aux participants au GFRID 2017 et au Groupe consultatif des États membres. Les recommandations s'articulent autour de cinq points:

- Reconnaître les principales contributions des migrants aux Objectifs de développement durable.
- Améliorer la collecte et la communication des données stratégiques sur les flux de transferts d'argent et les caractéristiques du marché pour éclairer l'action des décideurs politiques et soutenir les investissements du secteur privé.
- Promouvoir un environnement favorable qui garantisse l'efficacité du marché et la baisse du coût des transferts d'argent.
- Optimiser l'impact des transferts d'argent à travers l'inclusion financière et l'investissement de la diaspora.
- Promouvoir des partenariats mondiaux aux niveaux national, régional et international entre les secteurs public et privé et la société civile.

1. Prendre acte de l'ensemble des contributions des migrants aux Objectifs de développement durable

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 souligne l'importance des contributions des migrants en faveur d'une croissance partagée et du développement durable dans les pays d'origine, de transit et de destination⁶. Les fonds envoyés par les migrants constituent la contribution aux ODD la plus visible et leur ampleur doit retenir l'attention du monde entier. Au cours de la seule année 2016, les migrants ont envoyé plus de 429 milliards d'USD aux membres de leur famille dans les pays en développement^{7,8}. Ce montant illustre l'ampleur de flux privés dont les bénéficiaires pour l'intérêt public sont importants, que ce soit en sortant les familles de la pauvreté, en élargissant l'accès aux soins de santé, ou encore en améliorant le logement et les possibilités de scolarisation des enfants. Mais les migrants envoient bien plus que de l'argent. Nombre d'entre eux sont des personnes résilientes qui osent prendre des risques, qui tirent parti des nouvelles

idées, de leur créativité entrepreneuriale et des réseaux mondiaux, améliorent la vie de leurs communautés et créent des opportunités dans leur pays d'origine.

Aujourd'hui, plus d'un milliard de personnes tirent profit des transferts d'argent. Mais face aux résistances politiques croissantes sur la question des migrants dans de nombreux pays de destination, l'action en faveur de politiques migratoires plus sûres et plus productives, y compris sur les transferts d'argent, a reculé. Nous recommandons par conséquent aux États membres et aux autres parties prenantes de:

- *Mesurer* la contribution des migrants, en tenant compte à la fois des flux financiers et de l'influence positive exercée par les migrants en tant qu'agents de changement dans leur pays d'origine favorisant les opportunités économiques et le développement durable.
- *Promouvoir* la participation des parties prenantes pour accroître l'impact positif des migrants sur le développement durable. Par exemple, le soutien à la Journée internationale des transferts d'argent familiaux par l'Assemblée générale des Nations Unies constituerait une avancée cruciale qui permettrait d'encadrer les transferts d'argent à plus grande échelle tout en reconnaissant leur rôle important dans les programmes de développement.
- *Reconnaître* que la séparation des membres d'une famille donne partout lieu à des transferts d'argent. L'objectif principal est de mettre en place des mesures incitatives qui favorisent la transparence, la sécurité, l'inclusion et l'utilisation productive des transferts d'argent, par opposition aux mesures dissuasives qui déportent ces flux vers des canaux informels.

2. Améliorer les données relatives aux transferts d'argent pour favoriser la mise en place de politiques efficaces et l'investissement du secteur privé

Le volume estimé des transferts d'argent est colossal et contribue largement à la réalisation des Objectifs de développement durable. Par ailleurs, il est probable que les niveaux réels soient nettement plus élevés que les estimations. Les sous-estimations et les méthodes d'évaluation défaillantes, notamment en ce qui concerne les flux informels, empêchent de mesurer avec précision le montant des transferts sur de nombreux marchés. Dans plusieurs pays, notamment en Afrique subsaharienne, ces flux ne sont pas comptabilisés. En l'absence de données fiables sur les transferts d'argent,

6 Les objectifs spécifiques aux migrations sont inclus dans les ODD 8 et 10.

7 www.worldbank.org/en/news/infographic/2017/04/21/trends-in-migration-and-remittances-2017 (en anglais)

8 FIDA, *Sending Money Home: Contributing to the SDGs, one family at a time* («Travailleurs migrants et transferts d'argent: vers la réalisation des objectifs de développement durable, famille après famille»); www.ifad.org/documents/36783902/4a5640d9-e944-4a8c-8007-a1bc461416e6 (en anglais)

les responsables politiques auront du mal à concevoir des politiques efficaces pour lutter contre les canaux informels et l'exclusion financière. En outre, l'activité des acteurs privés, notamment des opérateurs de transfert d'argent et des institutions financières, est entravée par l'absence de données exploitables sur le marché des transferts d'argent, ce qui a pour conséquence de freiner l'expansion des points d'accès et de renforcer l'exclusion financière. Nous recommandons par conséquent aux États membres et aux autres parties prenantes de:

- *Renforcer* la capacité des pouvoirs publics à mettre en œuvre des protocoles normalisés de mesure et de reporting des flux de transferts et des données connexes, en partant des sources d'information déjà disponibles sur les flux, les coûts et les points d'accès.
- *Diffuser* auprès des parties prenantes les données nationales sur les transferts d'argent en faisant ressortir les variables clés, notamment les flux financiers, les coûts, les points d'accès et autres données liées à la concurrence sur le marché, aux solutions dématérialisées, etc.
- *Élaborer* des plans stratégiques nationaux sur les transferts d'argent dans les pays de réception, en utilisant des cartes qui répertorient les points d'accès et les services financiers et qui s'appuient sur les indicateurs associés afin de mettre en évidence les domaines d'action prioritaires pour l'amélioration de la formalisation des transferts et de l'inclusion financière.

3. Promouvoir une plus grande efficacité du marché et réduire le coût des transferts

L'environnement qui régit le marché des transferts d'argent dépend de plusieurs facteurs déterminants. Les politiques publiques peuvent promouvoir ou entraver la concurrence, laquelle entraîne une baisse des coûts et élargit l'accès et l'inclusion financière. L'évolution technologique produit continuellement des gains d'efficacité et une réduction des coûts, et joue aussi un rôle important dans la compétitivité des modèles d'affaires existants et émergents. Une myriade de partenariats transfrontaliers influent également sur la structure des marchés des transferts d'argent dans les pays émetteurs et récepteurs.

Parmi les principaux facteurs d'ordre politique qui entravent la formalisation, la transparence et l'accès, on relève notamment la taxation des flux de transferts et la rigueur des régimes de change. Ces facteurs ont souvent pour effet de déporter nombre des transferts d'argent vers des canaux informels et de nuire à la

concurrence entre les prestataires de services de transfert réglementés. Les clauses d'exclusivité qui s'appliquent aux sociétés de transfert d'argent sont des éléments dissuasifs supplémentaires dans les pays de réception, qui ont pour effet de réduire la concurrence et d'augmenter les coûts pour les migrants et les membres de leur famille.

Les programmes de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme figurent parmi les principaux obstacles à la contribution des transferts d'argent aux ODD. Ces mesures de «réduction des risques» sont une réponse aux graves menaces qui pèsent sur la sécurité mondiale, mais elles peuvent aussi conduire involontairement les institutions financières à refuser des services à des clients honnêtes qui envoient et reçoivent des fonds d'une valeur moyenne de 200 USD par transaction. Les protocoles de réduction des risques tendent à réduire la concurrence sur le marché des transferts d'argent et à renforcer l'exclusion financière des migrants et des membres de leur famille.

Pour améliorer la portée, l'efficacité et la transparence du marché des transferts d'argent, il convient d'instaurer un dialogue suivi entre les diverses parties prenantes, notamment les responsables politiques, les organismes de réglementation concernés et les prestataires de services de transfert d'argent dans les pays émetteurs et récepteurs. Nous recommandons par conséquent aux États membres et aux autres parties prenantes de:

- *Mettre en œuvre* des réglementations qui permettent de renforcer la sécurité, de réduire les risques pour les transactions de faible montant et d'éviter les formalités excessives et coûteuses pour les expéditeurs, les destinataires et les institutions financières.
- *Éviter et réduire* les accords d'exclusivité, les taxations onéreuses et la fermeture ou le refus de comptes bancaires aux expéditeurs et destinataires des transferts d'argent.
- *Renforcer* la transparence du marché en fournissant aux utilisateurs finaux des informations pratiques actualisées, notamment sur les coûts, les produits et services de transfert d'argent, les nouveaux points d'accès et canaux, ainsi que les informations et formalités requises.
- *Inciter* les prestataires de services de transfert, tant dans les pays émetteurs que récepteurs, à mettre en œuvre des modèles d'affaires et des technologies qui permettent de réduire les coûts afin d'atteindre l'objectif mondial qui a fixé à 3 % le coût de transaction moyen des transferts d'argent.

- *Promouvoir* un environnement favorable pour les innovateurs technologiques, tels que les entreprises spécialisées dans les technologies financières, les opérateurs de téléphonie mobile, les institutions financières non bancaires et d'autres acteurs, qui peuvent contribuer à franchir la dernière étape en proposant des services financiers aux populations qui n'y ont pas accès.

4. Renforcer l'inclusion financière et l'investissement de la diaspora pour optimiser l'impact des transferts d'argent

L'harmonisation des mesures incitatives à l'intention à la fois des migrants et des prestataires de services financiers offre la base la plus durable pour optimiser l'impact des transferts d'argent. Les flux financiers que constituent les transferts d'argent ont besoin d'être canalisés dans des produits financiers. Lorsque ces ressources sont versées sur des comptes courants rattachés à des services financiers, comme les comptes d'épargne, des relations durables peuvent s'établir entre les familles transnationales et les institutions financières. L'intégration des transferts d'argent des migrants dans les institutions financières des pays d'origine constitue la mesure la plus efficace pour favoriser l'inclusion financière.

Il existe de nouveaux instruments et pratiques qui permettent de regrouper les sources d'investissement de la diaspora. Les obligations-diaspora, la titrisation des flux de transferts, les plateformes de financement participatif et les flux dédiés aux établissements de microfinance peuvent créer de la valeur lorsque les marchés financiers sont limités. Mais ces instruments n'offrent pas le même potentiel à court terme que les comptes courants rattachés à des services financiers et doivent être mieux encadrés sur le plan juridique et réglementaire pour assurer leur pérennité à grande échelle.

Le capital d'investissement et les capacités entrepreneuriales des migrants constituent d'autres ressources pour le développement qui demeurent sous-exploitées dans les pays d'origine. Pour accroître le potentiel de ces ressources en faveur du développement, les pouvoirs publics doivent reconnaître que le capital, les réseaux et les capacités entrepreneuriales des migrants ont des retombées économiques et sociales importantes et contribuent à la réalisation des ODD. Nous recommandons par conséquent aux États membres et aux autres parties prenantes de:

- *Mettre en place des mesures d'incitation en direction des secteurs publics* et privés pour proposer aux populations mal desservies davantage de services et produits financiers en lien avec les transferts d'argent.
- *Mettre en œuvre et élargir* les mécanismes pratiques qui permettent aux migrants d'investir directement ou par le biais d'instruments de placement dans des PME de divers secteurs dans leur pays d'origine.
- *Reconnaître* l'impact sur le développement d'une plus grande inclusion financière des dizaines de millions de familles bénéficiaires de transferts, et les bénéfices d'une utilisation plus productive des ressources, des réseaux et des capacités entrepreneuriales des migrants, dont les communautés rurales sont les premières bénéficiaires.
- *Renforcer* l'éducation financière, les compétences et les stratégies de constitution de capital des familles bénéficiaires de transferts pour promouvoir les opportunités d'investissement dans les communautés d'origine.

5. Amener les acteurs publics, le secteur privé et la société civile au niveau national, régional et international à s'accorder sur des politiques et mesures réalistes

L'optimisation de l'impact des transferts d'argent et des investissements réalisés par les migrants sur le développement suppose la collaboration des principaux acteurs concernés. Nous recommandons par conséquent aux États membres et aux autres parties prenantes de:

- *Encourager* les partenariats public-privé qui favorisent l'utilisation des nouvelles technologies, le développement de produits, l'investissement et la mise en œuvre de modèles d'affaires, et un meilleur accès des consommateurs aux services financiers, notamment pour les personnes vivant dans les zones rurales éloignées et mal desservies.
- *Favoriser* la cohérence des politiques mises en place par les divers organismes publics de manière à intégrer les transferts d'argent, le capital d'investissement des migrants et leurs capacités entrepreneuriales dans les priorités et les plans de développement des pays.
- *Favoriser* le partage des connaissances et la diffusion des bonnes pratiques en matière d'optimisation des transferts d'argent et des investissements effectués par la diaspora via des plateformes internationales et régionales telles que le GFRID 2017.

Le GFRID 2017 en bref

1. Principaux résultats

- Les conclusions et les recommandations du GFRID 2017 contribuent de manière officielle aux discussions en vue de l'adoption du **Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières**, en particulier à la **quatrième session thématique informelle intitulée «Les contributions des migrants et des diasporas à toutes les dimensions du développement durable, notamment par les transferts d'argent et la transférabilité des avantages sociaux»**. Une réunion consacrée à ce sujet se tiendra à New York les 24 et 25 juillet 2017.
- Le Forum a reçu un large soutien des acteurs du **secteur privé**, lesquels ont activement participé et discuté avec les autorités de contrôle et les acteurs du secteur public des occasions à saisir et des défis à relever pour optimiser l'impact des transferts d'argent sur le développement. Les questions relatives aux modèles d'intervention, aux bonnes pratiques et aux nouvelles technologies ont aussi été amplement débattues.
- La troisième célébration annuelle de la **Journée internationale des transferts d'argent familiaux**, le 16 juin, a été largement soutenue par les **États membres, le secteur privé et diverses organisations internationales**. Cette reconnaissance a permis d'accroître la sensibilisation au rôle crucial des migrants et à leur capacité à induire le changement aussi bien dans leur pays d'accueil que dans leur communauté d'origine, grâce à l'argent qu'ils envoient dans leur pays.

2. Principaux messages

- **Un milliard de personnes sont directement concernées par les transferts d'argent, soit une personne sur sept dans le monde.** Les transferts d'argent jouent un rôle fondamental pour les familles des migrants car ils leur permettent de subvenir à leurs besoins alimentaires, d'éducation et de santé, de financer des activités génératrices de revenus, notamment dans les zones rurales où ces flux comptent le plus. Grâce à ces flux, les familles bénéficiaires atteignent leurs propres **objectifs de développement durable** et contribuent à **transformer le monde rural** sur le long terme.
- Le discours sur les migrations doit évoluer car, si les fonds envoyés par les migrants n'ont que très peu d'impact dans les pays d'accueil, ils font en revanche une vraie différence dans les pays d'origine. Nous parlons de gens qui aident d'autres gens. C'est la raison pour laquelle la communauté internationale doit reconnaître le rôle fondamental joué par les travailleurs migrants et trouver des moyens pour les soutenir.



Gilbert F. Houngbo, Président du FIDA

“Le moment est venu de prendre pleinement en compte la réalité d'un milliard de personnes qui reçoivent ou qui envoient de l'argent destiné à leur famille. Tous les pays peuvent aider à optimiser l'impact de ces flux pour contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable d'ici à 2030. Et je sais que nous pouvons le faire, famille après famille”. Gilbert F. Houngbo

“Comme le souligne la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, le Pacte mondial sur les migrations devrait être guidé par le Programme de développement durable à l’horizon 2030. En facilitant l’inclusion financière, les transferts d’argent élargissent les opportunités qui s’offrent à leurs destinataires. Je pense qu’il est légitime d’affirmer que les transferts d’argent permettent aux familles d’atteindre leurs propres objectifs de développement durable”. Louise Arbour



Louise Arbour, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les migrations



Victor Manuel Asturias Cordón, Ministre de l’Économie du Guatemala

- **Les États, les acteurs du développement et les représentants du secteur privé ont reconnu l’immense contribution des travailleurs migrants et des membres de leur famille** au bien-être social et économique d’un nombre incalculable de communautés (notamment dans les zones rurales) et à la réalisation des Objectifs de développement durable à l’horizon 2030.
- **Les contributions des migrants peuvent également favoriser le développement durable à long terme.** Pour ce faire, il convient de renforcer la résilience et l’indépendance financière des familles destinataires en améliorant leurs compétences, leur accès aux services financiers et leurs stratégies de constitution de capital grâce à un environnement favorable qui soutienne la concurrence, l’innovation et la réduction des coûts sur le marché des transferts d’argent.
- **Si le coût des transferts d’argent demeure un sujet de préoccupation majeur**, on s’accorde à reconnaître que la mise en place d’un environnement favorable constitue le principal moyen d’atteindre l’objectif de 3 % de coût des transferts d’argent d’ici à 2030.
- L’impact potentiel des transferts d’argent et des investissements réalisés par les migrants sur le développement ne peut se concrétiser pleinement qu’avec **le soutien de politiques publiques cohérentes et réalistes associées à des initiatives du secteur privé.**
- Pour la première fois, le GFRID 2017 a clairement démontré que le volume des transferts d’argent a augmenté de plus de 50 % au cours de la dernière décennie et que l’ampleur de ces envois est attestée par le fait que **100 pays reçoivent chaque année au moins 100 millions USD correspondant à des transferts d’argent.** Dans la plupart de ces pays, la **majorité de la population vit dans des zones rurales.**

3. Journée internationale des transferts d'argent familiaux

Depuis sa première édition en 2015, la **Journée internationale des transferts d'argent familiaux** n'a cessé d'être plébiscitée par les acteurs des secteurs public et privé, avec notamment un **soutien sans précédent en 2017**.⁹

Soutien du secteur privé

- Près de **800 opérateurs de téléphonie mobile et plus de 300 entreprises** de l'«écosystème» des services mobiles par le biais de la GSMA.
- Plus de **100 opérateurs de transfert d'argent représentant 80 % du marché des transferts d'argent**, par le biais de l'Association internationale des réseaux de transfert d'argent (IAMTN) mais aussi à titre individuel.
- **Quelque 6 000 caisses d'épargne et banques de détail de 80 pays** sur tous les continents, représentées par l'Institut mondial des caisses d'épargne et des banques de détail (IMCE).
- Deux entreprises (**Wells Fargo** et **SolidTrust Pay**) ont célébré la Journée internationale des transferts d'argent familiaux en organisant le 16 juin une **Journée des transferts d'argent à taux zéro**, et d'autres entreprises ont mené des initiatives comme l'offre de billets gratuits vers le pays d'origine (**Azimo**).



Journée internationale des transferts d'argent familiaux
16 JUIN

Soutien des États membres

- Plusieurs **États membres** ont soutenu la campagne en faveur de l'approbation officielle de la Journée internationale des transferts d'argent familiaux par l'Assemblée générale des Nations Unies. Le **Groupe consultatif informel des États membres**, créé par le FIDA pour contribuer aux activités du GFRID 2017, a joué un rôle de premier plan pour promouvoir la Journée et assurer la participation d'un nombre accru de représentants gouvernementaux.

Soutien des organisations internationales

- Via le **Groupe mondial sur la migration**¹⁰, **22 institutions des Nations Unies** ont apporté leur soutien à la Journée, notamment l'**Organisation internationale pour les migrations (OIM)**, qui a publié une déclaration soulignant l'intérêt d'une telle journée.



Salle de conférence 4 au Siège des Nations Unies, après-midi du 16 juin

Pour de plus amples renseignements sur la Journée internationale des transferts d'argent familiaux, voir:
www.ifad.org/idfr – <http://www.un.org/fr/events/family-remittances-day/>

⁹ www.ifad.org/topic/event/tags/remittances/idfr/y2017/43861915 (en anglais)

¹⁰ www.globalmigrationgroup.org (en anglais)

4. Travailleurs migrants et transferts d'argent: vers la réalisation des Objectifs de développement durable, famille après famille

Le cinquième rapport de la série *Sending Money Home* a été présenté à l'occasion du GFRID 2017 pour définir le cadre et orienter les débats du Forum. C'est le premier rapport de ce genre à présenter les principales caractéristiques du secteur des transferts d'argent sur une période dix ans, ainsi que l'impact de ces transactions et leur contribution à la réalisation des ODD.

Le rapport a été très bien accueilli et a apporté une contribution essentielle à la formulation des recommandations du Forum. Il a également bénéficié d'une très large couverture médiatique. [Lire le rapport](#)¹¹.

La couverture médiatique mondiale accordée au [rapport](#), au [GFRID 2017](#) et aux [autres manifestations](#) associées a donné lieu jusqu'à présent à la diffusion de plus de **900 articles et sujets** dans divers médias (presse écrite, presse en ligne, télévision, radio).



5. Salon des transferts d'argent et Prix de l'innovation RemTECH

Une cérémonie de remise de prix et un salon réunissant les acteurs du secteur se sont tenus le 15 juin.

Vingt-sept entités du secteur privé ont participé au **Salon des transferts d'argent du GFRID 2017**, où elles ont pu dévoiler leurs derniers produits et innovations à l'ensemble des participants au Forum. Les exposants ont présenté leurs nouveaux produits, modèles d'affaires, outils et technologies à un public de haut niveau composé de responsables gouvernementaux, représentants du secteur, spécialistes du développement et dirigeants de la société civile.

Les lauréats des **Prix de l'innovation dans le domaine des transferts d'argent (RemTECH Awards)**¹², qui distinguent les idées, modèles et projets les plus innovants et les plus remarquables en vue d'améliorer les services de transfert d'argent à travers le monde, ont été annoncés lors du GFRID 2017.

Plusieurs entreprises spécialisées dans les transferts d'argent numériques et en ligne, la crypto-monnaie et les technologies financières ont été récompensées pour leurs modèles d'affaires novateurs et leur impact potentiel sur l'évolution du marché. Le jury était composé d'experts indépendants et coordonné par la Conférence internationale sur les transferts d'argent (IMTC).



Prix de l'innovation RemTECH

11 www.ifad.org/documents/36783902/4a5640d9-e944-4a8c-8007a1bc461416e6

12 <https://remtech.org/>

Le GFRID 2017 en images



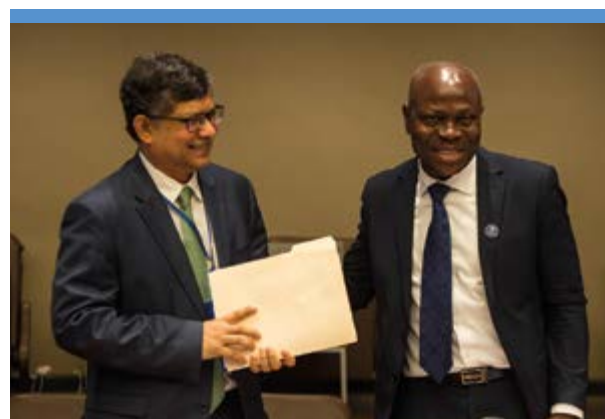
Alexandre Trepelkov, Directeur, Bureau du financement du développement, ONU DAES



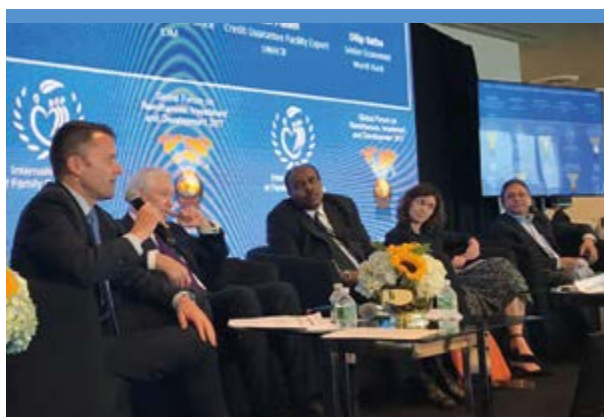
Daniela Morari, Vice-ministre des affaires étrangères et de l'intégration européenne de Moldavie



Judith Arrieta Munguía, Ministre, Mission permanente du Mexique auprès des Nations Unies et co-présidente du Pacte mondial sur les migrations



Masud Bin Momen, Représentant permanent du Bangladesh auprès des Nations Unies et co-président du Groupe "Amis de la migration", et **Gilbert F. Hougbo**, Président du FIDA



La contribution financière des migrants, des groupements de la diaspora et des réfugiés au développement. Modérateur: **Jürg Lauber**, Représentant permanent de la Suisse auprès des Nations Unies; **Kingsley Aikins**, PDG, Diaspora Matters; **Dilip Ratha**, Chef économiste, Banque mondiale; **Micol Pistelli**, Expert en inclusion financière, HCR; **Ashraf El Nour**, Directeur, Bureau de l'OIM aux Nations Unies



Inclusion financière et transferts d'argent: des opportunités cachées mais bien réelles. Modérateur: **Henri Dommel**, Directeur, Finance inclusive, Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU); **Marc Hollanders**, Conseiller spécial en infrastructure financière, Banque des règlements internationaux; **Patrice Kiiru**, Directeur général, Diaspora Banking & International Money Transfer, Equity Bank Group; **Manuel Orozco**, Directeur, Inter-American Dialogue; **Shari Spiegel**, Chef, Direction de l'analyse et du développement des politiques, Bureau du Financement du développement, ONU-DAES



Engagement du secteur privé: un moteur pour atteindre une échelle critique Modérateur: **Masud Bin Momen**, Ambassadeur et représentant permanent du Bangladesh auprès des Nations Unies; **Mohit Davar**, Président du conseil consultatif, IAMTN; **Nathan Naidoo**, Directeur des Politiques et du plaidoyer, Mobile Money, GSMA; **Ian Radcliffe**, directeur, WSB; **Stefano Signore**, Chef d'unité Migration, Emploi et inégalité, Direction générale de la coopération internationale et du développement, Commission européenne



Contribution des migrants au développement **Leon Isaacs**, Directeur Général, Developing Markets Associates Ltd. (DMA)



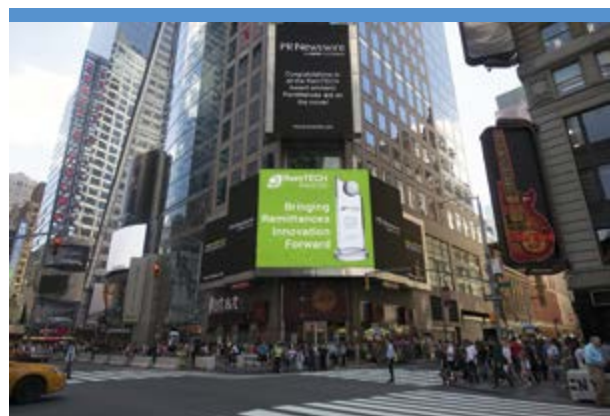
James Cockayne, Chef du Bureau de New York de l'Université des Nations Unies et Président du Groupe mondial sur la migration en 2017; **Victor Manuel Asturias Cordón**, Ministre de l'économie du Guatemala; **Teodoro L. Locsin Jr**, Représentant permanent des Philippines auprès des Nations Unies



Sebastian Molineus, Directeur, Pôle finance et marchés des pratiques mondiales, Groupe de la Banque mondiale



Salon des transferts d'argent lors du Forum mondial 2017 sur les transferts d'argent, l'investissement et le développement



Publicité pour les RemTECH Awards à Times Square

L'avenir du Forum

Après une décennie de forums mondiaux entièrement organisés par le FIDA et ses partenaires, et afin de promouvoir un dialogue et une coopération systématiques au niveau régional, il a été proposé de donner aux États membres la possibilité de participer plus largement au GFRID 2017. Dans le cadre de ce processus, le FIDA et ses institutions financières internationales partenaires fourniront un appui stratégique et technique essentiel. À cet égard, la Banque centrale de Malaisie (Bank Negara Malaysia)

a annoncé qu'elle accueillera le premier d'une série de forums régionaux dirigés par les États membres : le Forum sur les transferts d'argent, l'investissement et le développement – série régionale 2018 – qui se tiendra du 8 au 10 mai à Kuala Lumpur. D'autres organismes publics ou banques centrales d'Asie devraient accueillir les éditions suivantes. Des discussions ont également été engagées au cours du second semestre 2017 avec des partenaires d'Afrique et d'Amérique latine pour mettre en place des initiatives similaires.

IFAD
Investing in rural people

BANK NEGARA MALAYSIA
CENTRAL BANK OF MALAYSIA

WORLD BANK GROUP
Global Knowledge & Research Hub
in Malaysia

Global Forum on Remittances, Investment and Development

Regional series – Asia 2018

8-10 May 2018 – Kuala Lumpur, Malaysia

SAVE THE DATE

IFAD

MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES Y DE COOPERACION
cooperación española

THE GOVERNMENT OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG
Directorate for Development Cooperation and Humanitarian Affairs



Fonds International de Développement Agricole
Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds
Pedro De Vasconcelos, Coordinador de programme, MFEF
Via Paolo di Dono, 44 – 00142 Rome, Italie
Téléphone: (+39) 06 54591 - Télécopie: (+39) 06 5043463

Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org/remittances
www.RemittancesGateway.org

ifad-un.blogspot.com

www.facebook.com/ifad

instagram.com/ifadnews

www.twitter.com/ifadnews

www.youtube.com/user/ifadTV

www.ifad.org/gfrid2017

www.ifad.org/idfr

www.un.org/en/events/family-remittances-day